

FONDS DU SYNDICAT CGT-UFICT ALCATEL-LUCENT, ETABLISSEMENT D'ORVAULT

Classement et inventaire réalisé par Fabrice Descamps en mars 2012

Présentation du fonds

Fonds CGT-UFICT Alcatel-Lucent, établissement d'Orvault.

Cotes extrêmes : CGT AL 1-42.

Dates extrêmes : 1971-2008.

Importance matérielle : 42 articles, 3,8 mètres linéaires.

Modalités d'entrée : archives données le 16 décembre 2008 par Jean-Pierre Clavaud, ancien secrétaire (voir table des fonctions).

Conditions d'accès et de communicabilité : accès et reproduction libre.

Histoire et organisation

L'histoire du syndicat est intimement liée à celle de l'établissement d'Orvault et à ses restructurations successives. Le site de production se crée en 1971, sous la direction de L.M.T. (Le Matériel Téléphonique), filiale du groupe I.T.T. (*International Telephone and Telegraph*). A ce moment, la demande de la part des administrations, entreprises et particuliers ne cesse de croître, la France doit rattraper son retard en matière de raccordement. L'établissement LMT tourne à plein régime. Il adopte la gestion informatisée et les méthodes du taylorisme pour toutes les activités de fabrication et d'installation.

Les salariés sont partagés entre ceux travaillant sur le site d'Orvault et les équipes itinérantes, appelées « chantiers », « service des installations » ou « install ». Ceux-ci installent et entretiennent lignes et centraux téléphoniques. Sur le site d'Orvault même, il y a également un découpage entre ceux travaillant dans les bureaux techniques et ceux dans les ateliers de production. Les techniciens et ingénieurs des bureaux étudient et préparent la fabrication des matériels. Dans les ateliers, les ouvrières fournissent les organes, les infrastructures et composants utilisés dans le montage. On y retrouve beaucoup de personnel féminin venant du monde rural et travaillant à la chaîne. Il existe des primes au rendement. Ces ateliers disparaîtront au début des années 80.

C'est dans ce contexte que se monte une section syndicale rattachée à l'Union syndicale des travailleurs de la Métallurgie de Loire-Atlantique (1972-1979). La section syndicale d'Orvault est intégrée aux luttes liées à la branche métallurgique dans la région (Aérospatiale, Chantiers navals, etc.). Il est question, dans les tracts diffusés au personnel, des luttes d'autres sections rattachées à l'USTM et de fermetures d'établissements.

Alors que le secteur téléphonique connaît toujours une forte période d'investissement, L.M.T. est racheté par Thomson (1976). C'est après ce rachat qu'éclate une grève de 12 semaines (avril-juin 1978) à Orvault, alors que ce site n'avait pas de tradition de lutte auparavant.

Il s'agit d'un mouvement pour l'augmentation des salaires, les femmes (55% du personnel) venant de la production avaient des salaires moindres comparés aux hommes. Par ailleurs, il

existait une discrimination latente dans les relations hommes/femmes au sein de cet établissement. Les hommes faisaient majoritairement partie du corps des techniciens, cadres et ingénieurs. Lors du conflit, le gymnase de l'entreprise venant d'être construit est occupé et il y a des blocages par piquets de grève, des débrayages des secteurs en mode tournant, des coupures du transformateur électrique, etc. En réaction, la direction annonce des procédures de licenciement contre 26 salariés, dont deux délégués CGT et CFDT, 12 élus du personnel ou candidats aux élections du comité d'établissement. Il eut également 5 avertissements et 57 mises à pied, un *lock-out* de deux jours, 60 minorations de salaires de 13 à 47 %. Du fait de la solidarité entre les ateliers et les bureaux techniques, la direction a dû reculer et accepter des hausses salariales. Malgré ses manœuvres, les procédures impulsées de licenciement n'aboutirent jamais.

C'est en profitant de cette dynamique que la section « s'autonomise », devenant un syndicat rattaché à l'Union fédérale des ingénieurs cadres et techniciens (UFICT). Le syndicat peut alors nommer ses délégués et représentants, entamer des procédures judiciaires, jouir d'une existence légale et obtenir une autonomie financière. Il s'agissait aussi de s'écarter du syndicat des métaux, trop raccordé à la navale, et ainsi de pouvoir se rapprocher de la branche électronique.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, Thomson se voit nationalisée. A ce moment, on atteint les 20 millions d'abonnés au téléphone, le marché commence à arriver à saturation. Celle-ci a pour conséquence d'entamer le long et continu processus de restructuration que connaît jusqu'à présent l'établissement. Les ateliers sont les premières victimes de ce mouvement de restructuration. La direction tâche également de muter progressivement le personnel de l'installation vers le site d'Ormes (Loiret).

En 1985, Thomson Télécommunications est acheté par CIT-Alcatel, la nouvelle société prenant le nom d'Alcatel. Durant le processus de fusion, 2000 salariés du nouveau groupe sont sous le coup des transferts et des mutations. En février, les moyens de communication de l'établissement d'Orvault sont coupés en réponse au plan de licenciement des techniciens de l'installation et le central téléphonique est occupé. L'année suivante, la direction annonce un plan de licenciement de 80 personnes.

La direction tente aussi de niveler par le bas les statuts du personnel de Thomson. On propose ainsi de supprimer les avantages collectifs des anciens salariés de Thomson et de les transformer en avantages individuels ou de racheter les avantages acquis. Comparés aux salariés d'Alcatel, les salariés de Thomson disposaient de meilleures conventions. Cette tentative rencontre la réaction du syndicat CGT et entraîne une longue bataille juridique. La direction d'Alcatel n'obtiendra jamais gain de cause.

En 1987, le groupe Alcatel-Alsthom est créé et les effectifs du site baissent de 10% à la fin de la décennie. On tente de recentrer les activités, le tout accompagné de déplacements autoritaires de postes. La direction tente également de transférer la gestion du centre de réparation (32 postes).

En 1994, le tribunal de grande instance d'Evry met en examen P. Suard alors Président-Directeur Général du groupe pour « recel d'escroquerie » dans une affaire de « surfacturation ». Le syndicat CGT se porte partie civile. L'accusé laisse la place à S. Tchuruk taillant à la hache les effectifs du groupe et affirmant vouloir faire d'Alcatel « un groupe sans usine ». Durant sa présidence, les effectifs du groupe en France se voient divisés par six (de 75.000 personnes à 12.200). C'est en 1996 que se crée l'ECID (*european committee for information and dialogue*), sorte de comité d'établissement européen. L'ECID est mis en étroite relation avec la Fédération européenne de la Métallurgie.

En 1997, des accords de mise en œuvre d'un plan social et d'un dispositif de temps partiel choisi sont signés au niveau de l'établissement. Les syndicats signent afin de sauver ce qui peut l'être. Alcatel cède ses participations (24%) dans Alstom en 2001. Enfin, en 2006, Alcatel fusionne avec l'américain *Lucent Technologies*, donnant naissance à un des leaders mondiaux des infrastructures de télécommunications.

Description du fonds

Le fonds CGT-UFICT Alcatel-Lucent comporte de nombreux comptes-rendus issus du fonctionnement de l'établissement et du groupe. Ainsi, nous avons des comptes-rendus des réunions des délégués du personnel, du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail, des comités d'établissement, des comités centraux d'établissement, du groupe Alcatel France et de l'ECID. Nous avons donc le fonctionnement du site d'Orvault mais aussi des échelons supérieurs auxquels était rattaché le site. La présence de ces nombreux comptes-rendus s'explique par les nombreux mandats de J-P Clavaud.

Le fonds a été déposé par l'ancien secrétaire J-P Clavaud, ce qui implique une confusion des genres entre les activités du syndicat et celles de son secrétaire qui étaient multiples aussi bien au sein du groupe Alcatel en tant qu'élus et représentant syndical, qu'au sein de la Fédération des travailleurs de la métallurgie ou de l'UFICT (voir tableau des fonctions).

Outre les archives de fonctionnement, le fonds comporte de nombreux documents relatifs au mouvement social de 1978 à une époque où des ateliers de production existaient encore sur le site d'Orvault. Ce mouvement fut un temps fort de l'histoire sociale du site d'Orvault et fut relayé abondamment dans la presse locale mais aussi militante étant donné qu'il fut suivi autant par les ouvriers mais aussi par des techniciens issus des bureaux d'étude. Il symbolisait l'union possible des ouvriers et techniciens face à l'employeur et un mouvement des salariés en faveur des conditions de travail des femmes dans les ateliers. On retrouve ainsi des coupures de presse, photographies et des affiches.

On retrouve également de nombreux dossiers traitant d'affaires judiciaires : du conseil des prudhommes au conseil d'Etat. Les affaires les plus courantes sont les procédures judiciaires issues des plans sociaux, de restructuration où les responsables syndicaux font appel à la direction départementale du travail et aux prudhommes afin d'interférer dans les processus de licenciement. On a recours à la justice pour d'autres cas comme lors de la tentative de la direction pour niveler vers le bas les conventions collectives des anciens salariés de Thomson. Le syndicat se porte également partie civile lors de la retentissante affaire de surfacturation et de la mise en examen de P. Suard au tribunal de grande instance d'Evry.

Le fonds d'archives comporte une production importante de tracts diffusés sur le site d'Orvault. Cette production représente environ 1 mètre linéaire. Ces tracts ont pour but d'informer les salariés (organisation de réunions d'information) mais aussi de les mobiliser en solidarité avec des salariés d'autres sites ou face à une nouvelle tentative de restructuration. On remarque avec le temps que la teneur des tracts se focalise de plus en plus sur les problèmes internes de l'établissement.

Traitement du fonds

Très peu d'éliminations ont été effectuées pour ce fonds, étant donné qu'il s'agit pour beaucoup de documents relatifs à des réunions. Ainsi, des ouvrages et revues relevant de la documentation ou de sujets, auquel s'intéressait à titre personnel le donateur, furent éliminés. Afin de respecter l'intégrité du fonds, des comptes-rendus de réunions issus du bureau fédéral et des documents issus du secrétariat de la fédération des travailleurs de la métallurgie furent également éliminés. Ces documents ne concernant en rien Alcatel, ni les mandats de J-P Clavaud au sein de l'UFICT ou dans la FTM.

Intérêt du fonds et orientations de recherche

La consultation du fonds du syndicat CGT-UFICT Alcatel-Lucent permet de mieux connaître le fonctionnement des comités à l'échelle d'un établissement mais aussi à l'échelle d'un groupe tel qu'Alcatel ou auparavant Thomson. Etant donné le mince fossé entre ce qui concerne à proprement parler les activités du syndicat et les activités de J-P Clavaud au sein de ses multiples mandats, les archives nous permettent de suivre ce représentant à divers endroits et dans diverses fonctions dans le groupe Alcatel mais aussi parmi la Confédération générale du travail. Il est à noter qu'à partir de 1986, la négociation a lieu à l'échelon central, c'est-à-dire dans les comités centraux d'établissement ou dans les comités de groupe. Les réunions du comité d'établissement ne discutant plus que de points « annexes ».

Relations avec d'autres producteurs

Direction départementale du travail, conseil des prudhommes, tribunaux d'instance et de grande instance, Fédération des travailleurs de la métallurgie, l'Union syndicale des travailleurs de la Métallurgie de Nantes, syndicat CFDT du site d'Orvault.

Mandats de Jean-Pierre Clavaud (1972-2008)

BF : bureau fédéral

DS : délégué syndical

RS : représentant syndical

DP : délégué du personnel

CHSCT : Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail

DSC : délégué syndical central

CE : comité d'établissement

	BF	DS	RS	DP	CHSCT	Secrétaire CHCST	CE	Secrétaire CE	CCE	RS CCE	DSC	RS Groupe Coordinateur Groupe	Comité Européen	Négociation convention collective 44	Groupe Prospective et emploi
1977			X												
1978		X	X							X					
1979		X	X							X					
1980		X	X		X					X					
1981		X	X		X					X	X				X
1982		X	X		X					X	X				X
1983		X	X		X	X				X	X				
1984		X			X	X	X	X	X		X			X	
1985		X			X		X	X	X		X			X	
1986		X			X		X	X	X		X				
1987		X			X		X	X	X		X				
1988		X			X		X	X	X		X				
1989		X			X		X	X	X		X				
1990		X			X		X	X	X		X				
1991		X			X		X	X	X		X				
1992		X			X		X	X	X		X				
1993		X					X				X				
1994				X			X				X				
1995		X		X			X				X				
1996		X					X		X		X		X		
1997		X					X		X		X	X	X		
1998		X					X		X		X	X	X		
1999		X					X			(x)	X	X	X		
2000	X	X					X				X	X	X		
2001	X	X					X				X	X	X		
2002	X	X					X				X	X	X		
2003	X	X									X	X	X		
2004	X	X									X	X	X		
2005	X	X									X	X	X		
2006	X	X									X	X	X		
2007	X	X									X	X			
2008	X	X									X	X			

SOMMAIRE

1-5 ADMINISTRATION

**6-8 RELATIONS AVEC LES FEDERATIONS, SYNDICATS ET
POUVOIRS PUBLICS**

9-11 REVENDICATIONS

12 RESTRUCTURATIONS

13-14 MOUVEMENTS ET CONFLITS SOCIAUX

15-16 JUSTICE

17 NEGOCIATIONS

18-19 ELECTIONS

20-21 GROUPE EUROPEEN

22-23 GROUPE FRANCE

24 COMITE CENTRAL D'ETABLISSEMENT

25-34 COMITE D'ETABLISSEMENT

35 DELEGATION DU PERSONNEL

**36-37 COMITE D'HYGIENE DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE
TRAVAIL**

38-39 DELEGATION CENTRALE SYNDICALE

40 CONSEIL D'ADMINISTRATION

41-42 INFORMATION-COMMUNICATION

REPertoire NUMERIQUE

CGT-AL 1

Administration. - Section syndicale, création, réunions de la commission exécutive, assemblées générales ; correspondance ; établissement d'Orvault, réglementation (1971) ; Le matériel téléphonique, découpage territorial (1977) ; discours adressés aux salariés : chrono arrivée-départ, règlement intérieur, carte, coupure de presse

1971-1985

CGT-AL 2

Administration : chrono arrivée-départ

1986-1990

CGT-AL 3

Administration : chrono arrivée-départ

1991-1993

CGT-AL 4

Administration : chrono arrivée-départ

1994-1999

CGT-AL 5

Administration : chrono arrivée-départ

2000-2008

CGT-AL 6

Fédérations de la métallurgie. - Fédération européenne des métallurgistes, conférences, réunions telecom ; fédération des travailleurs de la métallurgie, fonctionnement, voyage de la délégation fédérale (FTM) en Chine (2004), rencontre avec les communications workers of America ; secteur électronique-téléphonie mobile, audit, réunion CGT/SECAFI ALPHA (2001) ; congrès de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie, interventions du syndicat CGT-UFICT Alcatel Orvault (1990-1994) : correspondance, comptes-rendus, déclaration, notes, tracts, bulletin, coupure de presse

1990-2006

CGT-AL 7

Syndicats CGT du groupe Alcatel. - Comité de groupe, réunions, réunions préparatoires des membres et des représentants syndicaux, désignation des représentants, expertise comptable (2000) ; délégués centraux syndicaux, réunions ; conflits sociaux ; mobilisations ; mise en oeuvre de la réduction du temps de travail, entrevue avec la CFDT (1999) ; direction Alcatel, relations ; Cegelec, intégration à GEC Alstom ; 36 ème Congrès fédéral de la métallurgie, préparation (1999) ; congés de fin de carrière, accord ; indemnités journalières d'arrêts maladies, décision de justice (1999-2000) ; CGT Alcatel-Alstom, réunions, désignation des représentants, mobilisations, refus de la modification du comité de groupe ; assises nationales, organisation (1999) : notes, correspondance, comptes-rendus, rapport, listes des représentants, tracts

1997-2001

CGT-AL 8

Pouvoirs publics. - Groupe de travail "prospective emploi", réunions, développement des réseaux câblés, prévision des besoins (1982) ; inspection du travail, relations ; élus et responsables politiques, sollicitations : correspondance, rapports, notes, coupures de presse

1970-2007

CGT-AL 9

Revendications. - Campagnes de pétitions ; diffusion de tracts : notes, tracts, pétitions

1972-1995

CGT-AL 10

Revendications. - Diffusion : tracts

1984-1991

CGT-AL 11

Revendications. - Diffusion : tracts

1992-2008

CGT-AL 12

Restructurations. - Sous-traitance, dénonciation, élaboration d'un tract (1983-1987) ; fusion Alcatel/Thomson, projet d'absorption, élaboration d'un tract (1985) ; atelier de production ; centre de réparation, sollicitation de la direction départementale du travail (1985) ; plan de restructuration, réaction de l'intersyndicale (2007) ; diffusion de tracts : notes, coupures de presse, tracts, mémoire

1972-2008

CGT-AL 13

Conflits sociaux. - Grève, revendications, occupation du site, organisation d'actions de soutien, sanctions, indemnités (1978) ; diffusion de tracts : correspondance, notes, règlement intérieur, bulletins, coupures de presse, affiches, photographies

[Contient des exemplaires d'Agence presse libre avec une chronologie détaillée de la grève de 1978]

1972-1979

CGT-AL 14

Conflits sociaux, diffusion : tracts, coupures de presse

1980-2008

CGT-AL 15

Justice. - Avantages des anciens salariés de Thomson ; plan de licenciement, annulation ; grévistes, mises à pied, licenciements (1978) ; retenues sur salaires, recours aux prud'hommes ; travail, réorganisation ; mandats et élections de délégués ; représentant du comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail, désignation ; comité d'établissement, obstruction : correspondance, notification de jugement, conclusions, notes, comptes-rendus, arrêts, notification d'une ordonnance en référé, procès-verbaux, mémoires, ordonnances, jugements, décisions, extrait des délibérations de réunions de comité d'établissement, lettre de mission, assignations en référé, minutes du greffe, notes en délibéré, ordonnance de référé, notification de pourvoi en cassation, pourvoi, convocation à témoin, sommation interpellative

1970-2000

CGT-AL 16

Justice. - Escroquerie, jugement (1997) ; plan social, plaidoirie (1997); arriérés d'indemnités, décision du conseil des Prud'hommes, pourvoi en cassation ; affaire Boutier/Alcatel, pourvoi en cassation ; délit d'abus de biens sociaux, constitution de partie civile ; délégué syndical unique, désignation ; licenciement, recours ; travail samedi et dimanche, entrave au fonctionnement régulier du comité d'établissement, dépôt de plainte avec constitution de partie civile ; affaire Clavaud/Habran, condamnation pour injures publiques ; affaire direction départementale du travail/Alcatel, constitution de partie civile : photographies, extrait des minutes du greffe, conclusions, jugement, notification de décision, notification de pourvoi en cassation, conclusions, notes, mémoires, arrêt du Conseil d'Etat, communiqué, correspondance, procès-verbal de constat, assignation devant le tribunal d'instance de Nantes, avis à victime, tracts

1976-2004

CGT-AL 17

Négociations. - Accords : tracts

1972-2008

CGT-AL 18

Comité d'établissement, élections : tracts, fascicules

1973-2006

CGT-AL 19

Délégués du personnel, élections : tracts, photographie

1972-2008

CGT-AL 20

Comité européen d'information et de dialogue, accord relatif à la création, réunions : correspondance, comptes-rendus, tracts, listes des membres
[Contient des comptes-rendus en langue anglaise]

1996-1999

CGT-AL 21

Groupe européen. - Comité européen d'information et de dialogue, réunions ; comité de coordination, réunions : comptes-rendus, tracts
[Contient des comptes-rendus en langue anglaise]

2000-2007

CGT-AL 22

Comité de groupe France, réunions, expertise comptable (2000) : tracts, comptes-rendus, rapport

1997-2000

CGT-AL 23

Comité de groupe France, réunions, rapport annuel (2001) : tracts, comptes-rendus, rapport

2001-2008

CGT-AL 24

Comité central d'établissement, réunions, accords et litiges sur la composition: correspondance, ordonnance de référé, compte-rendu, avenants, tracts

1977-2008

CGT-AL 25

Comité d'établissement, fonctionnement, réunions, intégration de la bibliothèque technique au réseau biblitel (1994) : tracts, brochure, correspondance

1974-2007

CGT-AL 26

Comité d'établissement, réunions, audit (1988) : comptes-rendus, correspondance, état financier

1987-1989

CGT-AL 27

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, correspondance

1989

CGT-AL 28

Comité d'établissement, réunions, audit (1989) : comptes-rendus, correspondance, état financier

1989-1990

CGT-AL 29

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, correspondance

1990-1991

CGT-AL 30

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, correspondance

1991-1992

CGT-AL 31

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, correspondance

1993-1994

CGT-AL 32

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, correspondance

1995-1996

CGT-AL 33

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, correspondance

1997-1998

CGT-AL 34

Comité d'établissement, réunions : comptes-rendus, correspondance

1998-1999

CGT-AL 35

Délégation du personnel, réponses aux questions, réunions : tracts, correspondance, comptes-rendus

1972-2000

CGT-AL 36

Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail, réunions : notes, comptes-rendus, correspondance

1987-1994

CGT-AL 37

Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail, réunions : notes, comptes-rendus, correspondance

1995-1997

CGT-AL 38

Délégation centrale syndicale. - Direction des ressources humaines, relations ; ingénieurs et cadres, négociation des salaires ; conseils d'atelier ; fusion Alcatel/Thomson, maintien des mandats ; droit syndical, accord ; négociations annuelles ; ponts ; personnel itinérant, dénonciation des accords, renégociation, réduction du temps de travail : correspondance, notes, comptes-rendus, décisions

1982-2006

CGT-AL 39

Délégation centrale syndicale. - Comité central d'établissement, allongement des délais d'information ; site de Rennes, rattachement à l'établissement d'Orvault ; développement de carrière ; prime de fin d'année ; indemnisation maladie ; régime d'intéressement ; participation des salariés aux résultats de l'entreprise ; protection sociale complémentaire ; travail à temps partiel choisi ; préretraite progressive ; plan social et reclassement ; congé de fin de carrière ; accord sur la réduction du temps de travail ; plan de sauvegarde de l'emploi ; plan d'épargne d'entreprise : correspondance, notes, comptes-rendus, décisions

1989-2005

CGT-AL 40

Conseil d'administration, élections, réunions : fascicule, tracts, notes, fiches signalétiques, statuts, correspondance, comptes-rendus

1984-1987

CGT-AL 41

Communication. - Groupe Alcatel, réunions, accords ; établissement d'Orvault, réunions du syndicat, revendications, appels à mobilisation, négociations : bulletins, notes

[Contient les bulletins Groupe Alcatel, CGT Metaux, La lettre de coordination, Bulletin des syndiqués, Le contact, Bulletin des élus et membres de la CGT au comité d'établissement]

1973-2000

CGT-AL 42

Information et communication. - International Telephone and Telegraph-Le Matériel Téléphonique, réflexion pour la nationalisation ; Fédération des travailleurs de la métallurgie, appels à mobilisation ; établissement d'Orvault, réunions du syndicat, revendications, appels à mobilisation, négociations ; comité d'établissement de Boulogne ; salariés, droits et avantages acquis (1980) ; 1er congrès de l'UFICT métallurgie, travaux (1980) ; installateurs, histoire : bulletins, notes, guides

[Contient des bulletins d'information des élus CGT du comité d'établissement de Boulogne (1971-1973), Bulletin des syndiqués, l'ouvrage *Au coeur du téléphone*]

1971-2000

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

HAJDU Clairette, *Au cœur du téléphone*, Pantin, Le Temps des cerises, 1995, 327 p.

SELLENET Catherine, *La résistance ouvrière démantelée*, Paris ; Montréal, l'Harmattan, 1996, 252 p.

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Il existe des microfiches conservées au Centre d'histoire du travail complétant très bien les documents d'archives classés dans le fonds du syndicat CGT-UFICT Alcatel-Lucent. Ces microfiches datent du début de l'histoire du site, c'est-à-dire avant le rachat par Thomson. Les documents proviennent aussi bien de la CGT que de la CFDT.

Série A

A21 CFDT LMT : tracts (1972-1982)

A22 CGT LMT, bulletins des élus CGT du CE, tracts, bulletin « Le contact »

A23 LMT Orvault, élections, bilans sociaux, CE (1972-1982)

Série B

B23 CFDT LMT, tracts (1977-1982)

B24 CGT LMT, tracts, bulletins des élus CGT du CE (1972-1982)

B25 CE, réunions, élections DP-CE, bilans sociaux (1972-1982)